COLLOQUE À PARIS

L'indépendance, l'armée

Echanges très denses que ceux qui ont eu lieu au colloque «Algérie 50 ans après l'indépendance : défis et perspectives». A l'initiative de la jeune «Association des élèves de Sciences Politiques pour le Monde arabe» (formée essentiellement d'Algériens et créée en 2006), la rencontre a permis, du fait de la qualité et de la diversité des intervenants, de croiser sur toute une journée des approches multiples aux plans politique, sociologique, historique et institutionnel. Ce qui a fait la richesse du débat et lui a permis d'éviter l'écueil des certitudes assénées sans écoute de l'autre est certainement le travail fait en amont dans le choix des thèmes et leur articulation. La tonalité générale, naturellement pessimiste lorsqu'il s'est agi de tracer le bilan d'un demi-siècle d'indépendance, a pris une tournure très dynamique lorsque de jeunes intervenants ont donné leur vision d'une autre Algérie, celle dont ils rêvent et tentent de faire de ce rêve une réalité. Un point, c'était attendu, a largement occupé les échanges parfois très vifs : le rôle de l'armée par le passé et sa position dans la phase de transition démocratique que pourrait connaître l'Algérie.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Le volet éclairages historiques par lequel le colloque a démarré a permis à l'historien Benjamin Stora et à l'historienne Malika Rahal, chercheuse au CNRS, de largement développer sur l'écriture de l'histoire et la place accordée à ce volet par les pouvoirs en place.

Pour Malika Rahal, qui a fondé ses travaux sur de nombreuses enquêtes, «l'Algérie indépendante n'existe pas comme champ de l'histoire», affirmant même «qu'aucun historien algérien ne travaille sur le post-1962».

Après 1962, explique-t-elle, ce n'est plus la révolution et donc n'a plus aucun intérêt, aucune légitimité pour constituer un espace d'études historiques. Pour preuve, étaye-t-elle, entre autres, le département d'histoire est choisi par les étudiants lorsqu'ils ne peuvent opter pour une autre discipline et selon ses connaissances, aucun fonds d'archives n'a été versé après 1962 aux Archives nationales.

«Est-ce dans la diaspora que va s'écrire notre Histoire ?»

L'Histoire est de ce fait un secteur sinistré, abstraction faite des articles et récits de presse qui ne peuvent, toutefois, construire «un récit-cadre». La conférencière conclut en s'interrogeant : est-ce dans la diaspora algérienne que va s'écrire l'histoire de l'Algérie ? Et c'est complexe. Les conflits mémoriels ont occupé l'intervention de Benjamin Stora qui rappelle que cette question est devenue un préalable dans les relations bilatérales franco-algériennes, qu'ils empoisonnent. Mais, relève l'historien, «nous sommes sortis de la séquence de l'oubli, du déni, du refoulement... en 2012, près de 120 livres sont sortis, une dizaine de documentaires en France et en Algérie, un film sur Zabana a suivi celui consacré à Ben Boulaïd et beaucoup de témoignages sont faits en Algérie par les acteurs de la guerre».

Pour Stora, une autre étape a été franchie : «Plus les travaux des historiens progressent et plus le sentiment qu'il y a deux rapports à l'histoire se renforce. Le récit historique algérien, explique-t-il, s'enferme sur l'origine et les causes de la guerre et sa durée» alors qu'en France, et c'est nouveau, «les accords d'Evian, les massacres de harkis, les événements d'Oran» sont aujourd'hui objet d'études. Si les deux types de récits se font concurrence, une fragmentation des récits apparaît à l'intérieur même de chacun de ces deux récits. En France, elle se manifeste avec l'apparition d'une série de gestes politiques (stèles et plaques mémorielles pour l'OAS…). En Algérie, cette fragmentation est aussi présente. Alors que, jusque-là, il existait une certaine homogénéisation autour du peuple héroïque, unanime, aujourd'hui l'on voit apparaître un certain nombre de personnages qui ont suscité des débats : Messali, Amirouche, la question berbère.

Photos : DR

La France comme l'Algérie, précise-t-il, s'approprient le discours politique et «l'on n'a pas fini avec le champ historique de la colonisation, dont on n'est qu'aux balbutiements».

Et Stora d'appeler à une approche qui ne serait pas de l'ordre abstrait de idéologique de dénonciation du système colonial qui reste toujours sans écho mais de s'atteler à des choses concrètes qui se sont passées durant la période coloniale, telles que les essais nucléaires au Sud, l'utilisation du napalm dans le Constantinois, l'assassinat d'Audin… et sur lesquels un travail historique peut se faire en commun pour peu que la déclassification des archives soit accordée.

Bilan socioéconomique des plus catastrophiques

Quel bilan socioéconomique et quelles perspectives ? A cette question qui a constitué le deuxième thème du colloque, de nombreux exposés ont répondu : celui, très documenté en chiffres, de Fatiha Talahite, économiste et chercheuse au CNRS, et qui a scindé son exposé en deux : d'abord les 25 premières années de construction sociale puis les 25 autres années de sortie du socialisme pour conclure que pas plus le socialisme que sa déconstruction n'ont pris en compte le développement qui a été sacrifié sur l'autel des réformes qui n'en étaient pas et du pluralisme voulu alors, mais à l'intérieur du parti FLN. Celui de Zoubir Benhamouche et de Samia Boucetta, qui a consacré son intervention à la Sonatrach, ont tous abouti au constat amer que la dynamique d'implosion sociale n'est pas loin et ce, malgré et peut-être paradoxalement à cause des ressources abondantes non diversifiées, d'une faible capacité d'absorption du savoir et de l'instabilité politique et économique.

A ce constat, Rostane Hamdi, de l'association Nabni, répond par les objectifs très généreux consistant à impliquer le maximum de citoyens dans une démarche de propositions pour améliorer le quotidien des Algériens et ce, quelle que soit leur coloration politique. Cette précision a justement fait réagir dans la salle ceux qui s'interrogent sur l'impact d'une telle démarche qui se confine à quelques petites propositions sans changement de fond et la difficulté à mobiliser sur des bases de neutralité politique.

«Les initiatives de la société civile», thème dans lequel Nabni est intervenu, a donné la parole à trois autres intervenants. Hassen Ouali, journaliste à *El Watan* et syndicaliste qui a évoqué les conditions de création de la presse indépendante, les difficultés (juridiques et économiques) mises sur son chemin pour la bâillonner, le pouvoir n'ayant pas du tout la volonté de libérer la parole, la libre opinion et tentant d'entraver les luttes persistantes de la profession encore aujourd'hui, pour faire taire toute presse qui ne se met pas sous sa botte et garder parallèlement le contrôle des médias lourds pour le servir. Amine Menadi, fondateur d'Algérie pacifique, et Yassine Zaïd, membre du comité national de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADDH) qui ont rencontré l'arbitraire et la violence d'Etat contre toute dénonciation surtout lorsqu'elle vient de syndicats libres, ont raconté leurs déboires, exposé par vidéo les images des violences policières qu'a connues ces derniers mois le pays. Enfin, Michel Tubiana, président d'honneur de la LDH et membre du réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme, a tracé l'historique de l'association dans notre pays relevant que, jusqu'à ce jour, les membres de son association sont interdits d'entrée sur le territoire algérien. Consacré aux «institutions politiques, militaires et de gouvernance, il va sans dire que ce dernier volet de la rencontre a concentré à lui seul le plus grand nombre de réactions de la salle.

Benbitour : «Pour changer, il faut d'abord une vision»

Photo : Samir Sid

L'ancien chef du gouvernement Ahmed Benbitour a consacré son exposé à répondre à cette question : «Quel paradigme de changement pour un monde globalisé ?» Après avoir défini ce qui est entendu aujourd'hui par la globalisation et exposé ses différentes manifestations, l'ancien chef du gouvernement considère que «tous les systèmes contiennent en eux-mêmes les germes de leur propre destruction» et que le changement attendu ne peut venir «ni du système, ni de ses satellites, ni de l'agenda gouvernemental». Partant, et pour atteindre un discours mobilisateur, cinq instruments du changement sont indispensables : il faut être doté d'une vision pour l'avenir (où va-t-on ?) ; il faut créer des alliances stratégiques entre les forces du changement et désigner un leadership ; il faut avoir des personnalités d'appui pouvant servir de caution morale ; il est important de parier sur la jeunesse et enfin innover en terme de travail politique, sortir des pratiques anciennes et de la démission des élites.

Y a-t-il un pouvoir et où se situe-t-il, est-il prêt à accepter le changement ? A ces interrogations par lesquelles il a été interpellé, M. Benbitour répond qu'il faut avant tout définir la nature du pouvoir en place et le mode de production et de redistribution des richesses. En l'occurrence, le pouvoir en Algérie est autoritaire et populiste. Un pouvoir autoritariste est un pouvoir «qui n'accepte même pas de neutralité, vous êtes avec moi ou vous êtes contre moi». «Il se distingue aussi par l'existence du chef entouré de courtisans qui se font la compétition pour plaire au chef afin de bénéficier de ses gratifications et qui considèrent la société dans son ensemble comme une société non apte à la question politique».